

Tout premier auditeur chef de section peut, lors de toute vacance utile, être nommé premier référendaire chef de section, à sa demande et sur avis conforme du Premier Président. Tout premier référendaire chef de section peut être nommé premier auditeur chef de section, à sa demande et sur avis conforme de l'Auditeur général.

Conformément à l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 11 janvier 1993, le traitement annuel d'auditeur adjoint et de référendaire adjoint est fixé à € 47.312,31; celui d'auditeur et de référendaire est fixé à € 61.735,83 (au coefficient de liquidation actuel).

(La presse est priée de reproduire le présent avis.)

Iedere eerste auditeur-afdelingshoofd kan, bij iedere voor hem nuttige vacature, op zijn verzoek en op eensluidend advies van de eerste voorzitter tot eerste referendaris-afdelingshoofd worden benoemd. Iedere eerste referendaris-afdelingshoofd kan op zijn verzoek en op eensluidend advies van de auditeur-generaal tot eerste auditeur-afdelingshoofd worden benoemd.

Overeenkomstig artikel 1 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 11 januari 1993, wordt de jaarlijkse bezoldiging van de adjunct-auditeurs en de adjunct-referendarissen vastgesteld op € 47.312,31; die van de auditeurs en de referendarissen wordt vastgesteld op € 61.735,83 (tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt).

(De pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.)

SELOR
BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2007/200164]

Sélection comparative de spécialistes en détection et analyse d'agents toxiques (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Défense (ANG06020). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. VAN DEN BOSSCHE, WIM, 9050 GENTBRUGGE.
2. FRANÇOIS, PHILIPPE, 1310 LA HULPE.
3. PIETERS, KAREN, 9270 LAARNE.
4. VAN DE WIELE, MIEKE, 9630 MEILEGEM (ZWALM).

SELOR
SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Aanwerving. — Uitslagen

[2007/200164]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige specialisten in de detectie en de analyse van toxische agentia (m/v) (niveau A) voor het Ministerie van Defensie (ANG06020). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage :

1. VAN DEN BOSSCHE, WIM, 9050 GENTBRUGGE.
2. FRANÇOIS, PHILIPPE, 1310 LA HULPE.
3. PIETERS, KAREN, 9270 LAARNE.
4. VAN DE WIELE, MIEKE, 9630 MEILEGEM (ZWALM).

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2006/01015]

9 JANVIER 2007. — Circulaire GPI 55. — Accidents privés
Calcul du contingent de maladie

A Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A M. le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

Au Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, M. le Gouverneur,

Madame, M. le Bourgmestre,

Madame, M. le Président,

Madame, M. le Chef de corps,

M. le Commissaire général,

1. Objectif de cette circulaire

Lorsqu'un membre du personnel statutaire de la police intégrée est la victime d'un accident du travail ou d'un accident sur le chemin du travail, une réglementation spécifique est prévue pour le calcul du contingent de maladie. Les jours d'absence avant la date de consolidation à la suite de cet accident du travail ne sont pas déduits du contingent de maladie constitué par ce membre du personnel.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2006/01015]

9 JANUARI 2007. — Omzendbrief GPI 55. — Privé-ongevallen
Berekening van het ziektecontingent

Aan de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

1. Doel van deze omzendbrief

Wanneer een statutair personeelslid van de geïntegreerde politie het slachtoffer is van een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar en van het werk, is een specifieke regeling voorzien voor de berekening van het ziektecontingent. De afwezigheidsdagen vóór de consolidatiedatum naar aanleiding van dit arbeidsongeval worden immers niet in mindering gebracht van het door dit personeelslid opgebouwde ziektecontingent.

Il peut cependant également arriver qu'un membre du personnel soit la victime d'un accident privé dû à la faute d'un tiers et qui ne constitue pas un accident du travail. Jusqu'à présent, les jours d'absence à la suite d'un tel accident étaient déduits du contingent de maladie constitué par le membre du personnel. Cet accident peut, cependant, amener à ce que le membre du personnel concerné se retrouve absent pour cause de maladie pour une longue durée ou non. Cela peut avoir de lourdes conséquences pour l'autorité qui a payé le salaire et/ou les allocations et/ou les indemnités pendant cette période d'absence et pour le membre du personnel qui subit une diminution de son contingent de maladie.

Cette circulaire a pour but d'éclaircir la nouvelle réglementation qui est d'application en l'espèce à partir du 1^{er} novembre 2006 et revient à dire que les jours d'absence pour cause de maladie à la suite d'un accident privé dû à la faute d'un tiers ne soient pas décomptés plus longtemps du contingent de maladie. Ainsi il y aura aussi une uniformité la réglementation prochainement adaptée de la Fonction Publique Fédérale.

2. Définition

Dans cette circulaire on entend par "accident privé" : à l'exception des accidents de sport, un accident qui s'est produit en dehors de tout lien avec le service et qui ne peut, par conséquent, être considéré comme un accident du travail ou un accident sur le chemin du travail, pour lequel un tiers est responsable et qui a pour conséquence une lésion entraînant une incapacité de travail.

L'exemple classique en l'espèce est un accident de circulation survenu pendant un week-end 'libre'.

3. Champ d'application

Vu que seuls les membres du personnel statutaire accumulent un contingent de maladie durant leur carrière, la réglementation du calcul du contingent de maladie n'est d'application que sur cette catégorie de personnel.

Les membres du personnel contractuel introduisent, cependant, exactement comme les membres du personnel statutaire, une déclaration de leur absence pour cause de maladie à la suite d'un tel accident privé (voir point 4).

4. Déclaration de l'absence pour cause de maladie

Le membre du personnel qui est absent pour cause de maladie à la suite d'un accident privé doit le faire confirmer par un médecin qui indique sur le certificat médical que l'incapacité de travail est la conséquence d'un accident privé. Le membre du personnel envoie le volet médical du certificat médical à la cellule de contrôle du service médical et envoie le volet administratif à son service du personnel.

5. Déclaration de l'accident privé

Le membre du personnel qui est la victime d'un accident privé doit remplir aussi complètement que possible le formulaire joint à cette circulaire et le remettre à son service du personnel.

6. Réglementation du dommage

En cas d'accident privé dû à la faute d'un tiers, l'Etat, la commune, ou le cas échéant, la zone pluricommunale peut réclamer au tiers responsable le remboursement du salaire, des allocations et/ou des indemnités payés au membre du personnel concerné pendant sa période d'absence à la suite de l'accident.

7. Calcul du contingent de maladie

7.1. Contingent de maladie A et contingent de maladie B

Avant d'aller plus loin dans la nouveauté dont question, il me semble indiqué d'explicitier la différence entre le contingent de maladie A et le contingent de maladie B dans cette circulaire. Cette différence est importante au vu de la position d'indisponibilité du membre du personnel et des éventuelles conséquences pécuniaires qui y sont liées.

En principe, seuls les jours de congé de maladie 'normaux' sont déduits du contingent de maladie constitué par le membre du personnel durant sa carrière (=contingent de maladie B).

Lorsque le contingent de maladie B est épuisé, le membre du personnel se trouve en disponibilité et reçoit, sur base de l'article VIII.XI.3 PJPo, un traitement d'attente correspondant à 60 % de son dernier traitement d'activité.

L'article VIII.X.8, 2e alinéa, PJPo dispose cependant que les jours de congé de maladie après la date de consolidation à la suite d'un accident du travail ou, après la date à partir de laquelle l'invalidité présente un caractère permanent dans le cas d'une maladie professionnelle, sont bien déduits du contingent de maladie.

Ceci donne lieu au calcul d'un contingent de maladie A duquel non seulement les jours de maladie 'normaux' mais aussi les jours de maladie après la date de consolidation à la suite d'un accident du travail ou après la date à laquelle l'incapacité présente un caractère permanent dans le cas d'une maladie professionnelle sont déduits.

Het gebeurt evenwel ook dat een personeelslid het slachtoffer is van een privé-ongeval te wijten aan de fout van een derde en dat geen arbeidsongeval uitmaakt. Tot op heden werden de afwezigheidsdagen naar aanleiding van dergelijk ongeval in mindering gebracht van het door het personeelslid opgebouwde ziektecontingent. Dit ongeval kan evenwel met zich meebrengen dat het betrokken personeelslid, al dan niet langdurig, afwezig is wegens ziekte. Dit kan verstrekkende gevolgen hebben voor de overheid die de wedde en/of toelagen en/of vergoedingen tijdens deze afwezigheidsperiode heeft doorbetaald en voor het personeelslid dat een vermindering van zijn ziektecontingent ondervindt.

Deze omzendbrief strekt ertoe om de nieuwe regeling toe te lichten die sinds 1 november 2006 terzake van toepassing is en die er op neer komt de afwezigheidsdagen wegens ziekte naar aanleiding van een privé-ongeval te wijten aan de fout van een derde niet langer meer aan te rekenen op het ziektecontingent. Zodoende is er éénvormigheid met de weldra ook aangepaste regeling van het Federaal Openbaar Ambt.

2. Definitie

In deze omzendbrief wordt onder « privé-ongeval » verstaan : met uitzondering van de sportongevallen, een ongeval dat buiten dienstverband gebeurt en bijgevolg niet kan worden beschouwd als een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar en van het werk, waarvoor een derde aansprakelijk is en dat een letsel met arbeidsgeschiktheid tot gevolg heeft.

Het klassiek voorbeeld ter zake is een verkeersongeval in een 'vrij' weekend.

3. Toepassingsgebied

Aangezien enkel statutaire personeelsleden een ziektecontingent gedurende hun loopbaan opbouwen, is de regeling van de berekening van het ziektecontingent enkel op hen van toepassing.

De contractuele personeelsleden dienen evenwel, net zoals de statutaire personeelsleden, aangifte te doen van hun afwezigheid wegens ziekte naar aanleiding van dergelijk privé-ongeval (zie punt 4).

4. Aangifte van afwezigheid wegens ziekte

Het personeelslid dat afwezig is wegens ziekte ten gevolge van een privé-ongeval dient dit te laten bevestigen door een geneesheer die op het medisch getuigschrift aanduidt dat de arbeidsgeschiktheid het gevolg is van een privé-ongeval. Het personeelslid stuurt het medisch luik van het getuigschrift naar de controlecel van de medische dienst en verzendt het administratieve luik naar zijn personeelsdienst.

5. Aangifte van het privé-ongeval

Het personeelslid dat het slachtoffer is geworden van een privé-ongeval dient het bij deze omzendbrief gevoegde formulier zo volledig mogelijk in te vullen en aan zijn personeelsdienst te bezorgen.

6. Schaderegeling

In geval van een privé-ongeval dat te wijten is aan de fout van een derde kan de Staat, de gemeente, of desgevallend, de meergemeentzone de wedde, de toelagen en/of vergoedingen, aan het betrokken personeelslid uitgekeerd tijdens zijn afwezigheidsperiode ten gevolge van het ongeval, terugvorderen van de aansprakelijke derde.

7. Berekening van het ziektecontingent

7.1. Ziektecontingent A en ziektecontingent B

Vooraleer dieper in te gaan op de nieuwigheid ter zake, lijkt het me aangewezen het onderscheid tussen het ziektecontingent A en het ziektecontingent B in deze omzendbrief te expliciteren. Dit onderscheid is belangrijk met het oog op de indisponibiliteitsstelling van het personeelslid en de eventueel daaraan verbonden geldelijke gevolgen.

In principe worden enkel de 'gewone' ziekteverlofdagen in mindering gebracht van het reeds door het personeelslid tijdens zijn loopbaan opgebouwde ziektecontingent (= ziektecontingent B).

Wanneer dit ziektecontingent B is uitgeput, bevindt het personeelslid zich in beschikbaarheid en ontvangt het, op basis van artikel VIII.XI.3 RPPo, een wachtgeld gelijk aan 60 % van zijn laatste activiteitsloon.

Artikel VIII.X.8, tweede lid, RPPo bepaalt evenwel dat de ziekteverlofdagen na consolidatie naar aanleiding van een arbeidsongeval of na de datum waarop de ongeschiktheid een blijvend karakter vertoont in het geval van een beroepsziekte, wel in mindering worden gebracht van het ziektecontingent.

Dit leidt tot de berekening van een ziektecontingent A waarvan niet alleen de 'gewone' ziektedagen, maar ook de ziektedagen na consolidatie naar aanleiding van een arbeidsongeval of na de datum waarop de ongeschiktheid een blijvend karakter vertoont in het geval van een beroepsziekte, in mindering worden gebracht.

Lorsque le contingent de maladie A est épuisé, un délai d'attente de six mois commence à courir après lequel les membres du personnel sont appelés à comparaître devant la commission d'aptitude du personnel des services de police qui peut les déclarer aptes, partiellement aptes, temporairement inaptes ou définitivement inaptes. Ces membres du personnel continuent à recevoir leur salaire normal pendant ce délai d'attente et ce, aussi longtemps que leur contingent de maladie B n'est pas épuisé.

7.2. Calcul du contingent de maladie à la suite d'un accident dû à la faute d'un tiers

Les absences pour cause de maladie à dater du 1^{er} novembre 2006 à la suite d'un accident privé causé par la faute d'un tiers ne sont pas déduites du contingent de maladie B accumulé du membre du personnel. Les jours d'absence pour cause de maladie à la suite d'un accident privé sont également, exactement comme les jours de congé de maladie après la date de consolidation à la suite d'un accident du travail ou, après la date à laquelle l'invalidité présente un caractère permanent dans le cas d'une maladie professionnelle, déduits du contingent de maladie A. C'est pourquoi les membres du personnel qui sont la victime d'un accident privé causé par la faute d'un tiers continuent à percevoir leur salaire après épuisement de leur contingent A et d'un délai d'attente de 6 mois avant de devoir comparaître devant la commission d'aptitude du personnel des services de police. C'est uniquement lorsque le contingent de maladie B est épuisé que le membre du personnel reçoit seulement 60 % de son dernier traitement d'activité.

Ces jours d'absence ne sont, de même, pas pris en compte pour déterminer le nombre de jours de congé de maladie auquel le membre du personnel concerné a droit (= complément annuel de maximum trente jours de congé de maladie).

Les deux neutralisations, tant sur le plan du calcul du contingent de maladie que sur le plan de l'octroi annuel de nouveaux jours de maladie, ont lieu à concurrence du pourcentage de responsabilité qui est reconnu dans le chef du tiers à qui l'accident est dû et qui sert de fondement à la subrogation légale de l'Etat.

Je souhaite insister sur le fait que les jours d'absence pour cause de maladie à dater du 1^{er} novembre 2006 sont ceux qui doivent être pris en compte suivant cette nouvelle méthode de calcul. Cela ne concerne donc pas seulement les accidents privés à dater du 1^{er} novembre 2006.

7.3. Quand tenir compte des jours d'absence à la suite d'un accident privé?

Tout d'abord, un certificat médical avec la mention accident privé devra être introduit et le membre du personnel doit fournir un formulaire de déclaration aussi complet que possible au service du personnel. En outre, une décision définitive sur la reconnaissance du pourcentage de responsabilité dans le chef du tiers à qui l'accident est dû est nécessaire.

Lorsqu'il est effectivement satisfait à ces deux conditions, la neutralisation des conséquences des absences pour cause de maladie pourra être effectuée. Concrètement, cela revient à ceci : dès réception du volet administratif du certificat médical avec la mention de l'accident privé les jours d'absence pour cause de maladie sont déduits du contingent de maladie A et du contingent de maladie B. C'est uniquement après réception de la décision définitive sur la reconnaissance du pourcentage de responsabilité que ce calcul peut être adapté. Cette manière de procéder est analogue à celle de la Fonction Publique Fédérale.

Exemple : mettons que le pourcentage de responsabilité dans le chef du tiers à qui l'accident est dû est reconnu de 100 %. Ensuite, toutes les absences pour cause de maladie (congé de maladie et – le cas échéant – disponibilité pour cause de maladie) qui sont dûes à cet accident seront complètement neutralisées. Ceci signifie que les jours de maladie pris ne sont pas considérés plus longtemps comme des jours de maladie 'normaux' et doivent être rajoutés au contingent de maladie B. Vu la comparution devant la commission d'aptitude du personnel des services de police, ces jours restent bien déduits du contingent de maladie A.

Les textes réglementaires concernés seront adaptés en ce sens.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Wanneer het ziektecontingent A is uitgeput, begint een wachttermijn van zes maanden te lopen waarna de personeelsleden worden opgeroepen voor de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten die hen geschikt, gedeeltelijk geschikt, tijdelijk ongeschikt of definitief ongeschikt kan verklaren. Deze personeelsleden blijven tijdens deze wachttermijn, zolang hun ziektecontingent B niet is uitgeput, hun normaal loon verder ontvangen.

7.2. Berekening ziektecontingent naar aanleiding van een privé-ongeval veroorzaakt door de fout van een derde

De afwezigheidsdagen wegens ziekte sinds 1 november 2006 ten gevolge van een privé-ongeval veroorzaakt door de fout van een derde worden niet langer in mindering gebracht van het door het personeelslid opgebouwde ziektecontingent B. De afwezigheidsdagen wegens ziekte ten gevolge van een privé-ongeval worden evenwel, net zoals de ziekteverlofdagen na consolidatie naar aanleiding van een arbeidsongeval of na de datum waarop de ongeschiktheid een blijvend karakter vertoont in het geval van een beroepsziekte, in mindering gebracht van het ziektecontingent A. Het is dus zo dat de personeelsleden die het slachtoffer zijn van een privé-ongeval veroorzaakt door de fout van een derde na uitputting van hun ziektecontingent A en een wachttermijn van zes maanden voor de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten moeten verschijnen, maar dat ze gedurende deze wachttermijn hun loon verder blijven ontvangen. Het is pas wanneer het ziektecontingent B is uitgeput dat het personeelslid slechts 60 % van zijn laatste activiteitsloon ontvangt.

Deze afwezigheidsdagen worden eveneens niet in aanmerking genomen om het aantal dagen ziekteverlof te bepalen waarop het betrokken personeelslid aanspraak kan maken (= jaarlijkse toekenning van maximum dertig ziekteverlofdagen).

Beide neutralisering, zowel op het vlak van de berekening van het ziektecontingent als op het vlak van de jaarlijkse toekenning van nieuwe ziekte-dagen, gebeuren ten belope van het aansprakelijkheidspercentage dat erkend is in hoofde van de derde aan wie het ongeval te wijten is en dat als grondslag dient voor de wettelijke indeplaatsstelling van de Staat.

Ik wens te benadrukken dat het de dagen afwezigheid wegens ziekte sinds 1 november 2006 zijn die volgens deze nieuwe berekeningswijze moeten in aanmerking worden genomen. Het betreft dus niet enkel de privé-ongevallen sinds 1 november 2006.

7.3. Wanneer rekening houden met afwezigheidsdagen naar aanleiding van een privé-ongeval?

In de eerste plaats zal een medisch getuigschrift met de vermelding van het privé-ongeval moeten worden ingediend en dient het personeelslid een zo volledig mogelijk aangifteformulier aan de personeelsdienst te bezorgen. Bovendien is een definitieve beslissing over de erkenning van het aansprakelijkheidspercentage in hoofde van de derde aan wie het ongeval te wijten is, noodzakelijk.

Pas wanneer aan deze beide voorwaarden is voldaan, zal de neutralisering van de gevolgen voor de afwezigheden wegens ziekte kunnen worden doorgevoerd. Concreet komt dit neer op het volgende : bij ontvangst van het administratief luik van het medische getuigschrift met vermelding van het privé-ongeval worden de afwezigheidsdagen wegens ziekte in mindering gebracht van het ziektecontingent A en het ziektecontingent B. Pas na ontvangst van de definitieve beslissing over de erkenning van het aansprakelijkheidspercentage kan deze berekening worden aangepast. Deze werkwijze is analoog met deze van het Federaal Openbaar Ambt.

Bijvoorbeeld : stel dat het aansprakelijkheidspercentage in hoofde van de derde aan wie het ongeval te wijten is, als zijnde 100 % wordt erkend. Dan zullen alle afwezigheden wegens ziekte (ziekteverlof en – in voorkomend geval – beschikbaarheid wegens ziekte) die te wijten zijn aan dit ongeval volledig geneutraliseerd worden. Dit betekent dat de opgenomen ziekte-dagen niet langer beschouwd worden als 'gewone' ziekte-dagen en terug bij het ziektecontingent B moeten worden geteld. Gelet op het verschijnen voor de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten, blijven deze dagen wel in mindering van het ziektecontingent A.

De reglementaire teksten ter zake zullen in die zin worden aangepast.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Annexe à la GPI 55 du 9 janvier 2007

Formulaire de déclaration d'un accident privé dû à la faute d'un tiers

1. MEMBRE DU PERSONNEL CONCERNE

Nom :
Prénom :
Numéro d'identification :
Statut : statutaire/contractuel (biffer la mention inutile)
Adresse :
Numéro de téléphone :
Entreprise d'assurance + adresse et numéro de police :

2. EMPLOYEUR

Dénomination :
Service :
Adresse :
Numéro de téléphone :

3. ACCIDENT

Date :
Heure :
Lieu :
Circonstances (rapport succinct) :

Cause de l'accident (qui pensez-vous être responsable et pourquoi?) :

Si un procès-verbal a été rédigé, n° P.V. :

4. TIERS IMPLIQUE(S) : nom, prénom, adresse, entreprise d'assurance + adresse et numéro de police

5. TEMOINS : nom, adresse, numéro de téléphone

Bijlage aan GPI 55 van 9 januari 2007

Aangifteformulier privé-ongeval te wijten aan de fout van een derde

1. BETROKKEN PERSONEELSLID

Naam :
Voornaam :
Identificatienummer :
Statuut : statutair/contractueel (schrappen wat niet past)
Adres :
Telefoonnummer :
Verzekeringsmaatschappij + adres en polisnummer :

2. WERKGEVER

Benaming :
Dienst :
Adres :
Telefoonnummer :

3. ONGEVAL

Datum :
Uur :
Plaats :
Omstandigheden (beknopt verslag)

Oorzaak van het ongeval (wie denkt u die aansprakelijk is en waarom?) :

Indien proces-verbaal opgesteld, nr. P.V. :

4. BETROKKEN DERDE(N) : naam, voornaam, adres, verzekeringsmaatschappij + adres en polisnummer

5. GETUIGEN : naam, adres, telefoonnummer